Risques, mais pas de récession

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4462>

DOI : 10.4000/rea.4462

ISBN : 978-2-8218-1422-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 27 octobre 2012

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Risques, mais pas de récession », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 106 | octobre 2012, mis en ligne le 02 novembre 2012, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4462>

Risques, mais pas de récession

En comparaison européenne, l'économie allemande se montre d'une remarquable stabilité. Alors que stagnation et récession se répandent dans la zone Euro, le PIB allemand est le seul à rester orienté à la hausse, même si la plupart des économistes viennent de revoir leurs prévisions légèrement à la baisse. Depuis le printemps, l'Allemagne commence en effet à ressentir le contrecoup du ralentissement des économies sud-européennes et d'un tassement de la demande mondiale plus net que prévu. Et la « *crise de la dette et de la confiance* » au sein de la zone Euro qui s'est aggravée ces derniers mois sape maintenant le moral des entreprises, ce qui incite les instituts à la prudence : pour 2013, ils ont abaissé leur prévision de croissance d'un point, l'estimant désormais à 1 % seulement.

Depuis avril, les entrepreneurs voient leurs perspectives s'assombrir et hésitent maintenant à investir, bien que les conditions de financement soient actuellement porteuses. L'indice ifo du climat des affaires (composante perspectives) est tombé à son niveau le plus bas depuis la grande récession de 2008/09. Néanmoins, les exportations continuent de progresser (+2,3 % au premier semestre par rapport à celui de 2011 ; et +2,1 % pour les importations), et les carnets de commande restent bien remplis. Du fait de la relative faiblesse de l'Euro par rapport au Dollar, la compétitivité-prix du *made in Germany* n'a jamais été aussi forte depuis la création de l'UEM, soulignent les Instituts. Le traditionnel moteur conjoncturel allemand – les exportations – continue donc de tirer les activités, la demande des économies émergentes compensant encore le ralentissement de celle de la zone Euro. Depuis 2007 en effet, la part de la zone Euro dans les exportations allemandes est tombée de 44 % à 38 %, alors que dans le même temps, celle de l'Asie passait de 12 % à 16 %.

L'autre moteur – la consommation – confirme son essor. Certes, il a tourné au ralenti au premier semestre (+0,2 % seulement), les salaires et le patrimoine des ménages n'ayant que peu progressé, mais d'ici la fin de l'année, il devrait déployer sa pleine dynamique : les revenus nominaux disponibles devraient croître de 2,5 %, puis de 2,9 % l'an prochain. L'inflation restant modérée, le marché de l'emploi restant stable, les salaires et les transferts sociaux étant en hausse, le pouvoir d'achat réel des Allemands augmentera de 1 % cette année, puis de 1,1 % en 2013.

Le marché de l'emploi reste d'une robustesse à toute épreuve. Certes, le taux d'activité ralentit, et le chômage remonte légèrement en tendance, notamment sous l'afflux de demandeurs d'emploi sud- et est-européens. Mais le taux de chômage allemand reste le plus bas d'Europe, avec 6,8 % (Agence de Nuremberg) : le nombre de chômeurs indemnisés restera en-dessous de la barre des 3 millions. L'élément le plus important pour le moral des ménages est le fait que, malgré leur pessimisme croissant face à l'avenir, les entreprises comptent préserver leurs effectifs et faire jouer, le cas échéant, les mêmes outils de flexibilité que durant la récession.

Dynamique des salaires et hausse de la consommation accroissent l'encours fiscal (+3,9 % cette année). Quant à la politique budgétaire, elle poursuit le cap de consolidation : le budget de l'Allemagne sera légèrement excédentaire cette année. Il sera équilibré en 2013 : la levée du gel du barème de l'IR, la baisse du taux des cotisations retraite et le ralentissement de l'activité tasseront légèrement l'encours fiscal. Les dépenses publiques seront supérieures de 2,4 % à leur niveau de 2012, sous l'effet de la hausse des dépenses en matière sociale (développement des structures d'accueil de la petite enfance, création de l'allocation versée aux mères élevant leur enfant en bas âge, extension des prestations d'assurance dépendance). La dette brute sera ramenée à 80,6 % cette année, puis à 76,4 % en 2013.

Les Instituts se montrent particulièrement prudents dans leurs prévisions en cet automne 2012, tant les risques sont peu prévisibles. C'est surtout l'évolution à venir de la zone Euro qui préoccupe les entreprises allemandes ; elles commencent à douter de la capacité de ses Etats à mener les politiques de réforme nécessaires pour redresser leur compétitivité et réduire leur dette. Quant aux consommateurs, c'est le risque d'inflation qui les inquiète : risque réel lié à la hausse annoncée du prix de l'électricité, risque plus théorique lié à la nouvelle politique de la BCE.

**Des exportations
malgré tout solides**

**Une consommation
dynamique**

**Bonne tenue du
marché de l'emploi**

**Pas de déficit,
recul de la dette**

**Principal risque :
la perte de confiance
des acteurs économiques**

Prévisions du rapport d'automne 2012 du Groupe de travail des Instituts économiques						
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
variation en % par rapport à l'année précédente (données CVS)						
PIB	1,1	-5,1	4,2	3,0	0,8	1,0
PM : PIB de la zone €	—	—	—	1,4	-0,5	0,1
Consommation privée	—	—	0,9	1,7	1,0	1,1
Consommation publique	—	—	1,7	1,0	1,2	1,2
Investissements bruts	—	—	5,9	6,2	-1,0	1,9
biens d'équipement	—	—	10,3	7,0	-2,7	0,2
construction	—	—	3,2	5,8	-0,2	2,8
autres	—	—	3,3	3,9	3,0	4,5
Demande intérieure	—	—	2,6	2,6	0,2	1,2
Exportations	2,8	-12,8	13,7	7,8	3,7	3,8
Importations	3,4	-8,0	11,1	7,4	2,8	4,6
Prix à la consommation (2005 = indice 100)	2,6	0,3	1,1	2,3	2,0	2,1
Coûts salariaux unitaires	2,3	6,2	-1,5	1,2	2,8	1,8
(chiffres nominaux)						
Déficit public en % du PIB	-0,1	-3,1	-4,1	-0,8	0,1	0,0
Déficit public (en milliards €)	-1,8	-73,0	-103,6	-19,7	2,0	-0,2
Actifs (en millions)	40,348	40,370	40,603	41,164	41,627	41,775
Taux de chômage en % (Agence de Nuremberg)	7,8	8,1	7,7	7,1	6,8	6,8
Chômeurs indemnisés (en millions)	3,258	3,415	3,238	2,976	2,892	2,903

Source des données : *Gemeinschaftsdiagnose Herbst 2012* (11-10-2012). Le groupe de travail comprend 4 binômes d'instituts durant la période automne 2010/printemps 2013 : ifo (Munich) + KOF (Zurich), Ifo (Munich) + ZEW (Mannheim), IWH (Halle) + Kiel Economics (Kiel) et RWI (Essen) + IHS (Vienne). Les prévisions prennent pour hypothèse notamment un prix moyen du baril de Brent de 112 \$ en 2012 et 111 \$ en 2013, une parité 1,30 \$ = 1 €, et une hausse du commerce mondial de 2 % en 2012 (4 % en 2013). NB : comme toujours, ces données ne sont que partiellement comparables à celles des rapports précédents, les Instituts et Destatis révisant régulièrement leurs bases de calcul.

LES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE ET GLOBALISÉE qu'est l'Allemagne restent foncièrement robustes, ainsi que le souligne également le gouvernement fédéral qui a publié ses prévisions une semaine après les instituts de conjoncture et qui partage leur analyse. Ce qui fragilise actuellement l'économie allemande, c'est le manque de confiance qui se développe, faute de politique européenne coordonnée. Ce qui la fragilise également, c'est une série de risques internes, comme la flambée des coûts de l'électricité du fait du subventionnement à outrance des énergies renouvelables qui rogne le pouvoir d'achat des ménages et risque de tasser la consommation.

A cela s'ajoutent les incertitudes de politique intérieure liées au lancement de la campagne électorale. Elles touchent deux aspects cruciaux de la compétitivité systémique de l'Allemagne : la fiscalité des PME et le mode de fixation des salaires. Pour conquérir un électorat de centre-gauche, le gouvernement fédéral Union/FDP est tenté par la surenchère sociale et envisage la création d'un ISF. Or il frapperait le patrimoine des familles d'entrepreneurs, surtout du *Mittelstand*, ce qui amène le président de la fédération de l'industrie, Peter Keitel, à s'insurger : « *un ISF briserait la colonne vertébrale de l'industrie allemande* » (*F.A.Z.*, 23-09). Quant à l'idée d'instaurer un SMIC légal généralisé, lancée par la SPD et la gauche depuis plusieurs années, elle est partagée de plus en plus ouvertement par la CDU. Or si l'idée peut se défendre comme socialement souhaitable, elle est économiquement très risquée, comme le rappelle le Conseil économique placé auprès du ministère fédéral de l'Économie dans une lettre adressée au ministre le 31 juillet. Fixé par une instance politique (en lieu et place des partenaires sociaux au niveau de chaque branche), un tel salaire aboutirait à « *une divergence foncière entre le niveau où est pris la décision et celui qui assume la responsabilité de sa mise en œuvre* ». Autrement dit, une telle mesure défausserait de leur responsabilité les partenaires sociaux, et exposerait invariablement le politique à faire de mauvais choix. Surtout, elle réduirait à néant cette savante pondération collective sur laquelle repose la compétitivité industrielle de l'Allemagne : la règle d'or qui veut que les hausses des salaires ne soient jamais supérieures à celles de la productivité...

Le risque le plus grand réside donc moins en ce moment dans l'évolution des marchés et du commerce mondial. Mais bien plutôt dans une propagation de l'attentisme des acteurs économiques qui perdent confiance dans la capacité des gouvernements à maîtriser les crises de la zone Euro, et dans la tentation électoraliste croissante des responsables politiques de redistribuer les richesses au lieu de poursuivre les réformes structurelles incontournables en Allemagne aussi.

I. Bourgeois (18-10-2012)